

LA TURQUIE : UNE RELATION COMPLEXE MAIS INCONTOURNABLE



RAPPORT D'INFORMATION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES

Rapporteurs : **Claude MALHURET** (Les Républicains - Allier),
Claude HAUT (Socialiste et Républicain - Vaucluse) et **Leila AÏCHI** (Écologiste - Paris)

LE CONTEXTE



LA TURQUIE, UNE PUISSANCE ALLIÉE, PARTENAIRE STRATÉGIQUE POUR L'EUROPE

- Pays pivot par rapport aux Proche et Moyen-Orient, et par rapport à la Russie, la Turquie est un partenaire incontournable pour l'Europe.
- Elle a rejoint le camp des puissances occidentales après 1945.
- Après avoir présenté sa candidature en 1987, la Turquie a obtenu le statut de pays candidat à l'Union européenne en 1999.
- Les négociations d'adhésion ont démarré le 3 octobre 2005.



L'ÉMERGENCE D'UN MODÈLE TURC DANS LE MONDE MUSULMAN

- L'arrivée au pouvoir du parti conservateur musulman AKP en 2002 a constitué un tournant politique et une transformation sociale et économique.
- La Turquie est apparue progressivement comme un modèle possible, aux yeux des opinions publiques du monde arabe.



UNE PUISSANCE FRAGILISÉE, AU RISQUE DE L'ISOLEMENT

- Le conflit syrien a fait basculer la situation de la Turquie, en raison de priorités divergentes de celles de ses alliés.
- Elle a été accusée d'entretenir une certaine ambiguïté à l'égard de Daech, et s'est ainsi éloignée de ses alliés occidentaux.
- Elle est confrontée à un afflux massif de réfugiés (2,7 millions), tentés de rejoindre l'Union européenne (en moyenne 2000 migrants par jour avant mars 2016). Cette situation, provoquant un drame humanitaire, a conduit dans l'urgence à la déclaration UE-Turquie du 18 mars 2016.
- La Turquie a, par ailleurs, connu une détérioration de ses relations avec la Russie, pourtant partenaire économique majeur, et connaît des relations difficiles avec l'Irak, l'Égypte et Israël (jusqu'à récemment).



AU PLAN INTERNE, LE RISQUE D'UNE « FUIE EN AVANT » ?

- La Turquie est confrontée à une spirale de violences internes, induites par le conflit syrien.
- La guerre a repris contre le PKK. La Turquie est frappée par Daech à qui ont été attribués plusieurs attentats à Suroç, Ankara et Istanbul.
- Le régime a connu un tournant autoritaire à partir de 2013, lors de la répression des manifestations de Gezi, qui ont réuni divers courants contestataires.
- Le président Recep Tayyip ERDOGAN souhaite aujourd'hui réformer les institutions turques dans le sens d'une présidentialisation. Un grand nombre de parlementaires de l'opposition sont visés par une demande de levée d'immunité.

1.

LES RELATIONS UE-TURQUIE



LIBÉRALISATION DES VISAS

- Pour obtenir cette libéralisation, il importe que la Turquie respecte strictement les 72 critères de la feuille de route de l'UE en vue d'un régime d'exemption de visa. Dans son rapport du 4 mai 2016, la Commission indique que sept critères sur 72 ne sont pas encore conformes. Ces sept critères sont tous essentiels.
- L'un d'eux est un préalable particulièrement crucial à toute avancée dans les relations UE-Turquie : il s'agit de la révision, exigée par l'UE, de la législation et des pratiques dans la lutte contre le terrorisme. Cette législation est aujourd'hui utilisée pour entraver l'exercice de la liberté d'expression.



NÉGOCIATIONS D'ADHÉSION

- La question de la poursuite des négociations d'adhésion se pose. L'Union européenne est elle-même en difficulté et ne saurait envisager cette adhésion à un horizon proche. Toutefois, la Turquie doit pouvoir rester amarrée, à long terme, aux idéaux européens.
- Le consentement du peuple français à toute nouvelle adhésion est garantie par l'article 48-5 de la constitution.
- Toute forme de marchandage à l'adhésion doit être exclue.



CHYPRE

- Il convient de profiter d'un contexte politique actuellement favorable à Chypre pour soutenir le processus de négociations en cours en vue de la réunification de l'île.

2.

LES RELATIONS FRANCE-TURQUIE



INTENSIFIER LES ÉCHANGES À TOUS LES NIVEAUX

- Le dialogue politique, certes difficile, doit être entretenu, par la mise en œuvre d'un plan d'action volontariste : visites de haut niveau, dialogue régulier à tous les échelons politiques et administratifs, coopération dans le domaine de la sécurité, intensification des échanges en vue d'une meilleure compréhension interculturelle dans tous les secteurs d'activité.
- Le dialogue stratégique sur les questions militaires entre la France et la Turquie doit être développé, étant donné l'engagement commun dans la lutte contre Daech.
- Il est nécessaire de soutenir les échanges commerciaux et l'investissement bilatéral, ainsi que de promouvoir une meilleure connaissance des opportunités économiques réciproques.



UNE INITIATIVE DIPLOMATIQUE SUR LA SYRIE

- La France doit reprendre l'initiative sur le plan diplomatique, en associant mieux la Turquie, avec qui elle partage l'objectif d'une Syrie pacifiée et unifiée.
- La France devra soutenir, le moment venu, l'objectif turc d'instauration d'une « zone sûre » pour les réfugiés en Syrie, assortie d'une zone d'exclusion aérienne, dès que les conditions de sécurité seront réunies et afin de permettre aux déplacés de rester en sécurité dans leur pays plutôt que d'être contraints de migrer.